



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 juillet 2021  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 20 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### Développement durable

## **Parvenir au développement durable : réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment grâce à l'adoption de modes de consommation et de production durables, en faisant fond sur Action 21**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport, soumis en application de la résolution [75/213](#) de l'Assemblée générale, fait le point sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en mettant en avant les questions qui sont au centre du programme Action 21 et en s'attachant à dresser un état des lieux de l'adoption de modes de consommation et de production durables. Il s'appuie sur des études, des rapports et des analyses réalisés récemment par des entités des Nations Unies et sur des contributions émanant de ces entités ainsi que sur les documents issus de délibérations au niveau intergouvernemental, notamment la réunion en ligne du forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisée sous les auspices du Conseil économique et social, et la réunion en ligne du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les autres rapports sur le développement durable demandés par l'Assemblée et le Conseil pour 2021, notamment le rapport 2021 sur le financement du développement durable<sup>1</sup>, le rapport sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale à la mi-2021<sup>2</sup>, le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable ([E/2021/58](#)), le rapport d'activité 2021 du Forum politique de haut niveau sur le cadre décennal de

\* [A/76/150](#).

<sup>1</sup> Voir <https://developmentfinance.un.org/fsdr2021>.

<sup>2</sup> Voir [www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-as-of-mid-2021/](http://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-as-of-mid-2021/).



programmes sur les modes de consommation et de production durables<sup>3</sup> et les observations faites le 12 avril 2021 par le Secrétaire général au forum du Conseil économique et social sur le financement du développement<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=400&nr=1444&menu=35>.

<sup>4</sup> Voir [www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2021-04-12/secretary-generals-remarks-the-2021-economic-and-social-council-forum-financing-for-development-delivered](http://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2021-04-12/secretary-generals-remarks-the-2021-economic-and-social-council-forum-financing-for-development-delivered).

## I. Introduction

1. Dans sa résolution [75/213](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-seizième session, un rapport sur l'application de la résolution, en faisant plus particulièrement le point sur les modes de consommation et de production durables, leur adoption et leur promotion et en tenant compte des répercussions de la COVID-19 et de l'action menée pour y faire face et s'en relever, et de recommander des mesures concrètes pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 à cet égard.

## II. Points non résolus d'Action 21, lacunes dans la mise en œuvre du Programme 2030 et examen de cette mise en œuvre

2. Un an après le début de la pandémie de COVID-19, une grande incertitude entoure toujours les perspectives économiques mondiales, le produit brut mondial ayant chuté de 4,3 % selon les estimations en 2020, soit la plus forte contraction de la production mondiale depuis la Grande Dépression. D'après le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2021<sup>5</sup>, la production des économies développées s'est contractée, selon les estimations, de 5,6 % en 2020 et la croissance devrait remonter à 4,0 % en 2021. Toutefois, durant le troisième trimestre de 2020, une recrudescence de la pandémie a donné lieu à l'adoption de nouvelles mesures de confinement dans de nombreux pays européens, compromettant ainsi les perspectives d'une relance rapide. La contraction a été relativement moins accentuée dans les pays en développement, où la production a enregistré une baisse de 2,5 % en 2020 et où la croissance économique devrait être de 5,7 % en 2021, tandis que, dans les pays les moins avancés, le produit intérieur brut (PIB) a diminué de 1,3 % en 2020 et la croissance devrait atteindre 4,9 % en 2021. Les évolutions futures dépendront de la crise sanitaire, notamment de la question de savoir si les nouveaux variants de la COVID-19 peuvent être maîtrisés par les vaccins existants ou s'ils sont appelés à prolonger la pandémie.

3. Le ralentissement économique lié à la pandémie a fait basculer entre 119 et 124 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2020 ([E/2021/58](#)), ce qui représente une forte augmentation par rapport aux projections antérieures présentées dans la mise à jour semestrielle du rapport Situation et perspectives économiques, 2020, publiée en juin 2020<sup>6</sup>. Il ressort de ces nouvelles projections qu'environ 600 millions de personnes vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2030, soit un taux de pauvreté de 7 %<sup>7</sup>. Dans le contexte actuel, on estime que 690 millions de personnes souffrent de la faim et que ce chiffre pourrait s'être accru de 83 millions, voire 132 millions, en 2020 en raison de la récession économique déclenchée par la COVID-19<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-as-of-mid-2020/>.

<sup>6</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.un.org/development/desa/dpad/document\\_gem/global-economic-monitoring-unit/world-economic-situation-and-prospects-wesp-report/](http://www.un.org/development/desa/dpad/document_gem/global-economic-monitoring-unit/world-economic-situation-and-prospects-wesp-report/).

<sup>7</sup> Nations Unies, Rapport sur les objectifs de développement durable (New York, 2021), disponible à l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/sdgs/report/2021/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2021.pdf>.

<sup>8</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (Rome, 2020), disponible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/ca9692en/ca9692en.pdf>.

4. La crise a eu un effet dévastateur sur les moyens de subsistance, les entreprises et l'emploi. L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime qu'en 2020, environ 8,8 % du total des heures travaillées ont été perdues, soit l'équivalent du nombre d'heures travaillées en un an par 255 millions de travailleurs à temps plein. Par rapport à 2019, l'emploi total a reculé de 114 millions sous l'effet des mises au chômage ou des retraits de la population active<sup>9</sup>. Dans les pays en développement, à la mi-2020, les taux de chômage ont rapidement atteint des sommets : les travailleurs migrants ont également souffert d'une cessation brutale de leur activité ainsi que du non-paiement ou du retard de paiement de leurs salaires, alors même qu'ils n'ont souvent pas accès à des prestations sociales. Le secteur informel représente plus de 60 % des emplois dans plusieurs grands pays en développement et les répercussions sur les moyens de subsistance et les revenus ont été particulièrement marquées pour quelque 2 milliards de travailleurs informels bénéficiant d'une protection sociale limitée, notamment les travailleurs indépendants de l'économie informelle.

5. La pandémie de COVID-19 a aussi mis clairement en évidence le fait que, partout dans le monde, l'économie formelle et notre vie quotidienne reposent sur le travail invisible et non rémunéré des femmes et des filles<sup>10</sup>. Les femmes sont à l'avant-garde de la lutte contre la pandémie. Elles ont également été les plus durement touchées à plusieurs égards, notamment parce qu'elles prennent en charge l'essentiel du travail domestique et des soins non rémunérés. Elles restent sous-représentées dans les mécanismes décisionnels activés pour faire face à la crise sanitaire et dans les actions de politique économique engagées pour y répondre. Alors que la pandémie a réduit le taux d'activité de 2 % à l'échelle mondiale, contre seulement 0,2 % pendant la crise financière mondiale de 2007 et 2008, les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à devoir quitter complètement le marché du travail, ce qui a encore creusé les écarts entre les sexes en matière d'emploi et de salaires, souligne le rapport. Les entreprises appartenant à des femmes ont aussi vu leurs résultats se dégrader dans une mesure disproportionnée<sup>11</sup>.

6. La COVID-19 a fait des ravages dans le monde entier sur l'apprentissage et le bien-être des enfants. Avant la pandémie, les progrès en matière d'éducation étaient déjà trop lents pour atteindre l'objectif 4 d'ici à 2030. Un an après le début de la crise sanitaire, deux élèves sur trois sont toujours touchés par la fermeture totale ou partielle de leur établissement scolaire. Cent millions d'enfants de plus qu'auparavant n'ont pas acquis les compétences de base en lecture. Les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus durement touchés par la crise, ce qui exacerbe les inégalités de longue date. Beaucoup risquent de ne jamais retourner à l'école ; certains sont contraints au mariage ou au travail forcé. Des efforts particuliers sont nécessaires pour remédier aux pertes d'apprentissage causées par la COVID-19. Or, on estime que 65 % des gouvernements des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 35 % des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé ont réduit les financements consacrés à l'éducation depuis le début de la pandémie<sup>12</sup>.

7. Si la part des personnes ayant accès à l'électricité a atteint 90 % en 2019, 759 millions de personnes en sont toujours privées, la moitié d'entre elles vivant dans des contextes fragiles ou touchés par des conflits et 84 % dans des zones rurales.

<sup>9</sup> Voir [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms\\_750311.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_750311.pdf).

<sup>10</sup> Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), « L'impact de la COVID-19 sur les femmes », note de synthèse (New York, avril 2020), disponible à l'adresse suivante : [http://www.un.org/sites/un2.un.org/files/note\\_de\\_synthese\\_limpart\\_de\\_la\\_covid-19\\_sur\\_les\\_femmes\\_et\\_les\\_filles.pdf](http://www.un.org/sites/un2.un.org/files/note_de_synthese_limpart_de_la_covid-19_sur_les_femmes_et_les_filles.pdf).

<sup>11</sup> Nations Unies, Rapport sur les objectifs de développement durable, 2019.

<sup>12</sup> Ibid.

D'après le scénario « Politiques annoncées (Stated Policies Scenario, STEPS) de l'Agence internationale de l'énergie, environ 660 millions de personnes n'auront toujours pas accès à l'électricité en 2030 et il faudrait raccorder environ 940 millions de personnes d'ici à cette date pour atteindre l'accès universel. La crise liée à la COVID-19 menace les progrès dans certaines parties du monde : en Afrique subsaharienne, par exemple, le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité a très probablement augmenté en 2020, ce qui signifie que, rien que dans cette région, le taux d'accès devra plus que tripler d'ici à 2030, en raccordant environ 85 millions de personnes chaque année<sup>13</sup>.

8. Conjuguée à l'utilisation non durable des ressources naturelles, l'accroissement de la population mondiale a un impact dévastateur sur notre planète : il favorise les changements climatiques, détruit la nature et fait grimper les niveaux de pollution. Environ 14 % des aliments consommés dans le monde sont perdus le long de la chaîne d'approvisionnement, avant le stade du commerce de détail. Un million de bouteilles en plastique sont achetées chaque minute et 5 000 milliards de sacs en plastique à usage unique sont jetés chaque année. L'empreinte matérielle mondiale a augmenté de 70 % entre 2000 et 2017<sup>14</sup>.

9. En 2020, la température moyenne à la surface de la Terre a été, à égalité avec 2016, la plus élevée jamais enregistrée. Malgré les ralentissements de l'activité dus à la COVID-19, les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont progressé au cours de l'année<sup>15</sup>. Le système alimentaire, qui sous-tend les modes d'alimentation actuels dans le monde, est à l'origine d'environ 21 % à 37 % des émissions totales de gaz à effet de serre, ce qui en fait l'une des principales causes des changements climatiques, sans parler de ses autres effets sur l'environnement<sup>16</sup>. Les actions engagées aujourd'hui par les pouvoirs publics préfigurent des interventions à la hauteur de l'ambition de l'Accord de Paris et permettent de penser qu'il est possible de combiner les solutions aux deux crises – COVID-19 et changements climatiques – pour apporter une réponse cohérente. Les mesures de relance prises en réponse à la pandémie pourraient être décisives pour la transition vers un monde à faibles émissions de carbone. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prévient également que le développement durable continue d'être compromis par l'apparition et l'intensification de changements touchant les océans et la cryosphère. L'acidification et la pêche non durable représentent toujours des menaces majeures pour les océans et les ressources marines.

## A. Suivi et examen de la mise en œuvre du Programme 2030

10. On trouvera dans les sections ci-après la description de certains des principaux mécanismes et activités qui soutiennent la mise en œuvre du Programme 2030, notamment le forum politique de haut niveau pour le développement durable. Le forum s'est réuni du 6 au 15 juillet 2021 sous les auspices du Conseil économique et social sur le thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace

<sup>13</sup> Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Banque mondiale, Tracking SDG7, The Energy Progress Report 2021 (Washington, 2021). Disponible sur le site <https://trackingsdg7.esmap.org/downloads>.

<sup>14</sup> Nations Unies, Rapport sur les objectifs de développement durable, 2019.

<sup>15</sup> Organisation météorologique mondiale, The State of the Global Climate 2020 (Genève, 2021), disponible à l'adresse suivante : [https://library.wmo.int/doc\\_num.php?explnum\\_id=10618](https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10618).

<sup>16</sup> FAO *et al.*, L'état de la sécurité alimentaire.

vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'actions et de réalisations en faveur du développement durable ».

11. Le forum politique de haut niveau a examiné en profondeur les objectifs de développement durable 1 pas de pauvreté, 2 faim « zéro », 3 bonne santé et bien-être, 8 travail décent et croissance économique, 10 inégalités réduites, 12 consommation et production responsables, 13 lutte contre les changements climatiques, 16 paix, justice et institutions efficaces et 17 partenariats. Il a permis de passer en revue les différents aspects des répercussions de la COVID-19 sur les objectifs de développement durable et les approches possibles pour s'engager dans une reprise résiliente propre à favoriser la réalisation des objectifs. Les participants se sont dits préoccupés par l'état d'avancement des objectifs au bout de six ans de mise en œuvre, notamment en ce qui concernait la pauvreté, la faim, la santé, l'emploi, l'égalité entre les sexes, les inégalités, la confiance dans les pouvoirs publics et le fait de ne laisser personne de côté. Mais d'aucuns ont espéré que, moyennant la mise en place de mesures fondées sur le multilatéralisme et la solidarité, en particulier l'accès au vaccin pour tous, la reprise pourrait être plus forte et plus durable avec le Programme 2030 comme schéma directeur. Au total, 42 pays ont présenté leurs examens nationaux volontaires, dans lesquels ils ont décrit l'incidence de la pandémie de COVID-19, mais aussi les mesures qu'ils ont introduites, de la fiscalité à la protection sociale en passant par la préservation de l'environnement. Le forum politique de haut niveau a adopté une déclaration ministérielle envoyant un message fort de solidarité et d'unité pour mieux se relever de la pandémie de COVID-19.

12. Les cinq commissions régionales servent de plateformes régionales pour l'évaluation des progrès et l'échange de connaissances, de bonnes pratiques et de solutions à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030 correspondant aux priorités et aux spécificités régionales et apportent un concours aux pays en vue de l'établissement des examens nationaux volontaires.

13. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a organisé son huitième forum du 23 au 26 mars 2021 sur le thème « Une reprise durable et résiliente après la pandémie de coronavirus (COVID-19) en Asie et dans le Pacifique » (ESCAP/RFS/2021/4). Le forum a été l'occasion d'examiner les objectifs de développement durable 1, 2, 3, 8, 10, 12, 13, 16 et 17. L'évolution observée concernant l'objectif 12 suggère que la région doit de toute urgence inverser la tendance négative en matière de consommation et d'empreinte matérielles. Les résultats de l'examen approfondi mené lors du forum ont conduit à la formulation d'une série d'actions recommandées, telles que la promotion d'une reprise verte après la pandémie, le renforcement des cadres d'action pour la consommation et la production durables et l'adoption d'un modèle économique circulaire intégré. Afin de relever le niveau des ambitions climatiques et d'appuyer les efforts nationaux, la CESAP s'emploie à renforcer les capacités institutionnelles et à élaborer les politiques à privilégier pour assurer la résilience de l'économie dans la période post-COVID-19. En 2020, la Commission a organisé un atelier de renforcement des capacités de haut niveau à l'intention des responsables politiques afin de faciliter l'élaboration de plans de relance complets qui soient conformes au Programme 2030 et à l'Accord de Paris. Ces ensembles de mesures, destinées à « mieux construire l'avenir », mettaient l'accent sur l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à la protection sociale ainsi qu'aux technologies numériques et sur le renforcement de l'action en faveur du climat et des énergies propres. On estime que, s'ils sont mis en œuvre, ces ensembles de mesures pourraient réduire les émissions de carbone d'environ 30 % à long terme, tout en contribuant à sortir 180 millions de personnes de la pauvreté et en augmentant la production potentielle de 12 %. La lutte contre la pollution plastique et la promotion de l'économie circulaire ont également été

identifiées comme des priorités pour atteindre l'objectif de développement durable 12.

14. Le cinquième forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE) a tenu sa quatrième session les 17 et 18 mars 2021. Il a facilité l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans la région et a fourni une plateforme importante pour l'apprentissage par les pairs. En 2021, la CEE a établi pour la deuxième fois un rapport statistique visant à évaluer les progrès de la mise en œuvre des objectifs dans les pays de la CEE, qui a été présenté au forum. Les évaluations montrent que des progrès plus rapides sont nécessaires dans des domaines essentiels touchant aux changements climatiques et à l'environnement, notamment la conservation des écosystèmes, la biodiversité, la résilience aux catastrophes, la production et le traitement des déchets, ou encore l'utilisation durable des ressources naturelles. Il a été souligné lors du forum que pour faire face aux crises touchant le climat et la biodiversité, il fallait une approche globale impliquant tous les secteurs de la société et les différentes générations. La promotion de l'économie circulaire et de l'utilisation durable des ressources naturelles dans la région de la CEE était le thème principal de la soixante-neuvième session de la CEE, qui s'est tenue les 20 et 21 avril 2021. La CEE a été invitée par ses États membres à prendre en compte dans ses travaux normatifs les lacunes réglementaires qui empêchent actuellement le développement plus rapide d'une économie plus circulaire et plus efficace dans l'utilisation des ressources. La réglementation des véhicules, les déchets, la certification des forêts, la classification des ressources et la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement ne sont que quelques-uns des domaines dans lesquels la CEE contribue déjà aux efforts menés par les pays ([E/ECE/1496](https://www.un.org/fr/development/desa/policy/cees/cees1496.pdf)).

15. La session de 2021 du Forum arabe pour le développement durable a été organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Ligue des États arabes et s'est tenue en ligne du 29 au 31 mars 2021. La pandémie a encore entravé les progrès déjà chancelants vers la réalisation des objectifs de développement durable dans la région arabe. Les participants au Forum ont passé en revue les objectifs 1, 2, 3, 5, 8, 10, 12, 13, 16 et 17, tout en cherchant à mettre en évidence les possibilités qu'avait la région arabe de « reconstruire en mieux » dans le contexte de la COVID-19. À la fin de 2020 et en 2021, la CESAO, en coopération avec la Ligue des États arabes et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a facilité diverses consultations<sup>17</sup> et discussions régionales sur les modes de consommation et de production durables en période de pandémie sur la base d'évaluations des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 12. Les discussions régionales ont permis de partager les données d'expérience concernant l'utilisation plus rationnelle des ressources et de faire le point des avancées en matière de consommation et de production durables dans les États arabes ainsi que des actions en faveur d'une reprise économique verte après la pandémie de COVID-19, tout en mettant en évidence les moyens d'accélérer les progrès vers la réalisation de l'objectif 12 dans ce contexte particulier. Les réunions régionales ont permis de recenser les principaux obstacles à la progression vers des modes de consommation et de production durables. Ces obstacles sont notamment les suivants : absence d'une vision claire des modalités de transition vers de tels modes, ce qui conduit à des stratégies diverses qui font souvent double emploi et entraînent un gaspillage des ressources ; manque de ressources financières et de l'environnement porteur nécessaires à la transformation vers des modes de consommation et de production

<sup>17</sup> Voir <https://archive.unescwa.org/ar/> et <https://archive.unescwa.org/egm-resource-efficiency-arab-region>.

durables ; lenteur du transfert de technologie vers la région arabe ; et caractère limité de la coopération régionale et du partage de données d'expérience.

16. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Gouvernement congolais, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et le système des Nations Unies, ont organisé, du 1<sup>er</sup> au 4 mars 2021, la septième session du Forum régional africain pour le développement durable au Grand Hôtel Kintele, à Brazzaville, sous un format hybride permettant une participation en personne et en ligne. Cette session s'est tenue dans le contexte du nouveau défi de développement mondial posé par la pandémie de COVID-19, qui a mis à nu de graves vulnérabilités et inégalités structurelles en Afrique. Même avant la pandémie, l'Afrique n'était déjà pas sur la bonne voie, et dans certains cas régressait, en ce qui concerne la réalisation des objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine. Les participants sont convenus de messages clefs, notamment la nécessité pour les entités étatiques et non étatiques de mettre en place des mesures visant à garantir l'extraction et l'utilisation durables des ressources naturelles et à promouvoir les investissements dans la numérisation et les technologies modernes afin d'accroître la productivité, de combler la fracture numérique, de stimuler l'innovation et d'accélérer la croissance.

17. La Commission économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a convoqué sous forme virtuelle la quatrième session de son forum régional sur le développement durable, qui s'est tenu du 15 au 18 mars 2021. Les participants à ce forum ont adopté 94 conclusions et recommandations et appelé la communauté internationale à renforcer les mesures visant à remédier aux problèmes qui entravent la réalisation de certains objectifs de développement durable d'ici à 2030. En 2021, la CEPALC a présenté des exercices de simulation de scénarios et de projections de tendances jusqu'en 2030 pour une sélection d'indicateurs des objectifs de développement durable. Les résultats ont montré que, bien qu'il y ait encore des lacunes dans les données qui empêchent une analyse exhaustive de toutes les cibles de l'Agenda 2030, les efforts déployés par les communautés statistiques internationales et régionales, et plus particulièrement par les systèmes statistiques nationaux des États membres, ont accru l'offre de données disponibles pour établir les indicateurs des objectifs de développement durable et faciliter une analyse de meilleure qualité et plus pertinente en l'étendant à un plus grand nombre de cibles que celles couvertes par les exercices précédents. Pour contribuer au suivi et à la surveillance des progrès à moyen et à long terme, la CEPALC a lancé un observatoire de la COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes<sup>18</sup>, qui recueille et présente des informations sur les politiques que les 33 pays de la région ont mises en œuvre pour limiter l'impact de la pandémie et analyse les effets économiques et sociaux que la crise sanitaire aura aux niveaux national et sectoriel.

## B. Consommation et production durables

18. La pandémie de COVID-19 a clairement mis en évidence la nécessité de remodeler les politiques, les pratiques commerciales, les investissements et les choix des consommateurs qui déterminent les modes de production et de consommation, afin de créer des économies plus résilientes qui assurent le bien-être humain et préservent l'environnement naturel. Il faudra s'attacher à « reconstruire en mieux », tout en assurant une transition juste vers des économies durables et résilientes

<sup>18</sup> Voir <https://www.cepal.org/es/temas/covid-19>.

présentant des avantages environnementaux et sociaux, notamment la création d'emplois et une prospérité partagée.

*Soutien apporté par le système des Nations Unies pour le développement à la consommation et à la production durables*

19. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement sert de secrétariat au Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables, mis en place par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable pour assurer cette transition. Le Cadre décennal comporte 140 centres de liaison dans les administrations nationales et plus de 600 autres partenaires parmi les gouvernements, les autorités locales, la société civile, les organisations internationales, les organisations scientifiques et techniques et les entreprises. Par le biais des programmes du Cadre décennal, diverses formes d'appui consultatif et technique, y compris des orientations, des outils et des solutions, sont offerts aux gouvernements et aux autres parties prenantes dans la mise en œuvre de l'objectif 12 et des principales cibles d'autres objectifs.

20. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met en œuvre un programme conjoint avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le PNUE et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) afin d'élaborer les outils et les approches mondiales requises pour mettre au point une stratégie intersectorielle et pangouvernementale pour le développement de systèmes alimentaires collaboratifs et intégrés. Le programme conjoint est financé par le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour l'objectif 12<sup>19</sup>, étant entendu que, pour atteindre l'échelle requise pour véritablement intégrer la consommation et la production durables, une action concertée à travers l'ensemble du système des Nations Unies s'impose et des ressources financières sont requises pour catalyser et accélérer une telle intégration. Le programme d'intervention et de redressement de la FAO face à la COVID-19 aide les États membres à favoriser les innovations pour accroître l'efficacité, l'inclusivité et la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Depuis 2020, l'Union européenne, la FAO et le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement ont conclu un partenariat avec les gouvernements et les parties prenantes pour lancer une évaluation et une consultation à grande échelle sur les systèmes alimentaires de plus de 50 pays. La FAO et le PNUE ont fait des progrès significatifs dans les estimations de l'indice mondial des pertes alimentaires et de l'indice mondial du gaspillage alimentaire.

21. L'OIT n'a cessé de collaborer avec la Plateforme pour l'accélération de l'économie circulaire dans le cadre des actions qu'elle a engagées pour faciliter une transition juste vers une économie circulaire. Elle contribue aux objectifs de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, et plus particulièrement au Partenariat de la Convention de Bâle sur les déchets plastiques, dont l'objectif est d'améliorer et de promouvoir la gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques et de prévenir et réduire le plus possible leur production. L'OIT participe au Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques et coordonne les politiques et les activités avec d'autres entités des Nations Unies concernant la gestion rationnelle des produits chimiques, y compris leur production et leur consommation durables. Grâce à la participation active de l'OIT à l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, le secteur du travail et les parties

<sup>19</sup> Fonds commun créé par six entités partenaires des Nations Unies : la FAO, le PNUD, le PNUE, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et l'OMT.

prenantes au monde du travail ont pu accroître la visibilité des expositions aux produits chimiques sur le lieu de travail et promouvoir les principes d'emplois verts et de production et de consommation durables.

22. L'Union internationale des télécommunications (UIT) a lancé l'initiative mondiale « Connect2Recover », qui vise à renforcer l'infrastructure et les écosystèmes numériques des pays bénéficiaires pour assurer une connectivité abordable et fiable dans le cadre des efforts de redressement post-COVID-19 et de préparation aux situations de pandémie. Elle continue de participer activement à la coalition sur les déchets électroniques. L'UIT a également uni ses forces à celles de 16 autres entités et organes des Nations Unies pour faciliter une transformation numérique durable et encourager la collaboration mondiale aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre de l'initiative « Tous unis pour des villes intelligentes et durables ». Les indicateurs clefs de performance pour les villes intelligentes et durables élaborés par l'initiative ont déjà aidé plus de 100 villes dans le monde à mesurer la contribution des technologies de l'information et des communications au développement durable et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs.

23. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, le PNUE et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) ont lancé conjointement le programme « SDG12 Resource Efficient Housing », une initiative mondiale qui aide les pays à intégrer le principe d'utilisation rationnelle des ressources dans le secteur du bâtiment et de la construction, qui est à l'origine de près de 40 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, en privilégiant les programmes nationaux de logement à grande échelle.

24. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en collaboration avec l'Institut universitaire de Genève, a récemment publié sa base de données sur le commerce des plastiques tout au long de leur cycle de vie, une première tentative pour mesurer et suivre le commerce mondial des plastiques tout au long de leur cycle de vie. La base de données apporte une contribution importante aux efforts plus larges visant à réduire la pollution par les plastiques et les émissions de dioxyde de carbone.

25. Un changement durable des modes de consommation et de production durables ne sera pas possible sans éducation. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) continue de coordonner la mise en œuvre du cadre « Éducation au développement durable : vers la réalisation des objectifs de développement durable (Éducation pour le développement durable à l'horizon 2030) » pour la période 2020-2030, en mettant l'accent sur cinq domaines d'action prioritaires que sont les politiques, l'éducation et la formation, les éducateurs, les jeunes et les communautés. La Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable, qui s'est tenue en mai 2021, a examiné la feuille de route pour la mise en œuvre de « l'éducation au développement durable pour 2030 », en mettant fortement l'accent sur les stratégies et les pratiques optimales à privilégier pour tirer parti de l'éducation pour relever les défis mondiaux interconnectés, tels que les changements climatiques, la perte de biodiversité et les économies vertes et circulaires. Parmi les autres partenariats et initiatives, on peut citer la plateforme interinstitutionnelle de l'UNESCO sur la culture pour le développement durable, la Plateforme des villes de l'UNESCO et l'équipe spéciale de l'UNESCO sur le COVID-19 et le tourisme. Dans le secteur de l'eau, l'UNESCO a copublié, avec son centre international pour la sécurité et la gestion durable de l'eau,

le deuxième volume de la série Global Water Security sur le thème de la réutilisation de l'eau dans un contexte d'économie circulaire<sup>20</sup>.

26. Au niveau régional, les modes de consommation et de production non durables continuent de contribuer aux problèmes environnementaux et climatiques que connaît actuellement la région Asie-Pacifique. La dépendance de la région au charbon est la principale cause de sa contribution de 56 % aux fortes émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2018<sup>21</sup>. L'augmentation des déchets plastiques résultant de la pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve les capacités déjà faibles des systèmes de gestion des déchets de nombreux pays asiatiques<sup>22</sup>, faisant de l'Asie le continent où les cours d'eau sont les plus pollués au monde. Dans ce contexte, la CESAP, dans le cadre de la deuxième phase de son initiative « Boucler la boucle », collabore avec des villes d'Asie du Sud-Est pour mesurer, surveiller et prévenir la pollution plastique. En plus d'aider les villes à atteindre l'objectif 12, l'initiative contribue directement à la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies sur les données océaniques pour le développement durable, qui appelle à la coopération pour collecter et numériser des données sur les océans. Le redressement après la crise liée à la COVID-19 offre à la région l'occasion de redéfinir sa trajectoire. Dans cette optique, certains pays ont introduit des mesures vertes pour répondre à la pandémie et relancer l'activité après cette épreuve. Un exemple est le « New Deal coréen », qui vise notamment à transformer la République de Corée en une économie à faibles émissions de carbone grâce à des investissements dans les infrastructures vertes, l'énergie et l'innovation.

27. Si l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la région de la CEE s'est améliorée, l'empreinte matérielle globale, qui prend en compte les matières premières utilisées dans les biens importés, a continué de croître, avec une hausse estimée à 18 % entre 2000 et 2017. Les pays de la CEE mènent des politiques nationales qui favorisent une évolution vers une économie plus circulaire et une utilisation durable des ressources naturelles. La gestion des déchets fait l'objet d'une attention particulière, car il s'agit d'un défi particulièrement important dans de nombreux pays d'Europe du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale, où les dispositifs de collecte des déchets ne couvrent que 40 % à 80 % de la population. Les examens des performances environnementales de la CEE comprennent une analyse et des recommandations sur la gestion des déchets et les questions connexes dans les pays examinés.

28. Pour faire de la consommation et de la production durables un objectif transversal dans la région arabe, la CESAO a mené plusieurs initiatives mettant en évidence les liens et les synergies entre les différentes actions menées à cette fin. Cependant, pour que l'intégration soit complète, il faut disposer de données sur la consommation et la production durables aux niveaux régional et national. Une évaluation régionale de la consommation et de la production durables a été réalisée en 2020 en utilisant une approche intersectorielle pour évaluer les questions prioritaires dans la région et en évaluant 14 indicateurs concernant les objectifs de développement durable 1, 2, 3, 6, 7, 9 et 11 sur la consommation et la production durables, la santé, l'eau, l'énergie, les infrastructures et les villes, respectivement<sup>23</sup>. Une attention particulière a été accordée à la sous-région des pays arabes touchés par

<sup>20</sup> UNESCO, Water reuse within a circular economy context (Paris, 2020), disponible sur <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374715.locale=en>.

<sup>21</sup> CESAP, Shaping a Sustainable Energy Future in Asia and the Pacific: A Greener, More Resilient and Inclusive Energy System (New York, 2021), disponible sur le site [www.unescap.org/kp/2021/regional-trends-report-2021-shaping-sustainable-energy-future-asia-and-pacific](http://www.unescap.org/kp/2021/regional-trends-report-2021-shaping-sustainable-energy-future-asia-and-pacific).

<sup>22</sup> CESAP, Asia and the Pacific SDG Progress Report 2021 (New York, 2021), disponible sur le site [www.unescap.org/kp/2021/asia-and-pacific-sdg-progress-report-2021](http://www.unescap.org/kp/2021/asia-and-pacific-sdg-progress-report-2021).

<sup>23</sup> Voir [https://archive.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/page\\_attachments/technical\\_paper\\_assessment\\_of\\_sustainable\\_consumption\\_and\\_production\\_in\\_the\\_arab\\_region\\_2020.pdf](https://archive.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/page_attachments/technical_paper_assessment_of_sustainable_consumption_and_production_in_the_arab_region_2020.pdf).

des conflits. Compte tenu des défis supplémentaires qu'elle doit relever, cette sous-région est relativement à la traîne en ce qui concerne les énergies renouvelables, le traitement des eaux usées, la notification des produits chimiques dangereux, la pollution atmosphérique par les particules fines, la capacité installée des énergies renouvelables et la gestion des déchets. Elle a défini des priorités pour accélérer la mise en place d'une consommation et d'une production durables tout en récupérant des effets de la pandémie, notamment en mettant l'accent sur la gestion des déchets solides ; l'octroi d'incitations financières et législatives pour promouvoir la réduction des déchets ; le renforcement de la coopération régionale en matière de consommation et de production durables, y compris l'établissement d'un mécanisme régional pour soutenir les investissements nécessaires à la consommation et à la production durables ; le soutien aux investissements dans les technologies vertes, notamment dans la recherche-développement aux niveaux national et régional ; le renforcement des capacités des pays membres en matière de suivi et de collecte de données sur la consommation et la production durables ; l'harmonisation des stratégies nationales en matière de consommation et de production durables grâce à l'intégration horizontale ; et la mise en avant de solutions fondées sur la nature pour lutter contre les changements climatiques et préserver la biodiversité.

29. Le développement durable en Afrique a été gravement entravé par la pandémie de COVID-19. La CEA signale, malgré tout, que, selon l'indice et les tableaux de bord des objectifs de développement durable pour l'Afrique 2020, publiés par le Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique, les pays africains obtiennent des résultats comparativement bons pour ce qui est de garantir des modes de production et de consommation durables<sup>24</sup>. Cependant, il faut faire davantage pour collecter les données pertinentes, leur donner accès et suivre les progrès. Des plans relatifs à la consommation et à la production durables ont été formulés par de nombreux pays d'Afrique, dont l'Algérie, le Burkina Faso, le Congo, l'Égypte, le Ghana, le Maroc, Maurice, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, la Tunisie et la Zambie.

30. D'après la CEPALC, l'Amérique latine et les Caraïbes n'ont pas encore réussi à découpler croissance économique et utilisation des ressources naturelles. Dans un scénario d'adoption des principes de l'économie circulaire, la création d'emplois dans les secteurs comme le retraitement des métaux et du bois serait largement compensée par les pertes associées à l'extraction des minéraux et des autres matières premières. Pour réaliser les objectifs de développement durable, des gains nets de bien-être doivent être générés à partir des activités économiques en réduisant l'utilisation des ressources, la dégradation et la pollution, tout en relevant les niveaux de vie<sup>25</sup>. Plusieurs pays de la région ont adopté ou sont en train d'adopter des lois sur la responsabilité élargie des producteurs et réglementent ou interdisent l'utilisation des sacs en plastique, en particulier ceux à usage unique. Il s'agit là de mesures positives. Il existe également deux initiatives ayant une perspective plus large, à savoir le Pacte pour l'économie circulaire (Équateur) et la Stratégie nationale pour l'économie circulaire (Colombie), qui visent à accroître l'utilisation des ressources et l'efficacité des processus de production.

<sup>24</sup> Le Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique et le Réseau des solutions de développement durable, Rapport 2020 sur l'indice et les tableaux de bord des ODD en Afrique (juillet 2020), disponible sur le site <https://sdsna.github.io/2020AfricaIndex/2020-africa-index-summary-french.pdf>.

<sup>25</sup> Voir <https://agenda2030lac.org/en/sdg/12-responsible-consumption-and-production>.

### *Défis et perspectives*

31. Les pratiques de consommation et de production non durables qui prévalent actuellement comptent parmi les principaux facteurs des trois grandes crises environnementales auxquelles le monde doit faire face : les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution. Si les mesures prises pour mettre en œuvre un grand nombre des objectifs de développement durable ne sont pas en phase avec leurs cibles, il est clair que l'objectif 12, qui vise à garantir des modes de consommation et de production durables, s'inscrit sur tendance à long terme qui ne va pas dans le bon sens. Plusieurs solutions et opportunités ont toutefois un impact positif. Les paragraphes suivants mettent en évidence quelques-unes d'entre elles.

32. Les instruments de la politique commerciale jouent un rôle important dans les efforts faits aux niveaux national et international pour atteindre l'objectif 12. Les mesures non tarifaires régulent la production et le commerce pour la protection de l'environnement et des consommateurs. Qu'il s'agisse de l'interdiction des produits chimiques dangereux, des restrictions à l'importation de voitures d'occasion ou des exigences en matière d'efficacité de l'éclairage, ces mesures façonnent directement les processus de production et influencent les opportunités de marché, ainsi que la disponibilité pour les consommateurs, des biens associés à l'objectif 12 et à ses cibles spécifiques. Selon une étude récente de la CESAP et de la CNUCED sur les liens entre les mesures non tarifaires et les objectifs de développement durable, plus de 10 % de l'ensemble de ces mesures concernent directement la consommation et la production durables, ce qui fait de l'objectif 12 le troisième objectif le plus fréquemment visé par les mesures non tarifaires<sup>26</sup>. Dans le cadre de la lutte contre la pollution plastique, de plus en plus de pays adoptent des mesures visant à limiter le commerce des plastiques non recyclables et dangereux et à garantir une gestion durable des déchets plastiques au niveau national. Les normes volontaires de durabilité sont également largement utilisées aujourd'hui pour régir les questions environnementales, sociales et éthiques dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

33. Le scénario « Vers la durabilité » du Groupe international d'experts sur les ressources montre que des politiques d'utilisation rationnelle des ressources et de consommation et production durables (objectif de développement durable 12) peuvent réduire de 25 % la croissance de l'utilisation mondiale des ressources et augmenter de 8 % le PIB mondial d'ici à 2050<sup>27</sup>. Le renforcement de l'interface science-politique est essentiel pour identifier les secteurs à fort impact et les domaines d'intervention à même de déclencher une transformation systémique, favoriser l'élaboration de stratégies communes et accélérer la mise en œuvre. Tel est l'objectif de l'approche de la chaîne de valeur élaborée par le Groupe international d'experts sur les ressources et le groupe de travail du réseau One Planet, créé en réponse à la résolution 4/1 de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement.

34. L'adoption d'une approche axée sur la chaîne de valeur<sup>28</sup>, qui favorise la créativité, l'engagement et la coopération entre tous les acteurs de la chaîne de valeur, est essentielle pour éviter les interventions cloisonnées et générer des possibilités de consommation et de production durables plus efficaces et transformatrices. Cette

<sup>26</sup> CESAP CNUCED 2019 : Asia and Pacific Trade and Development Report 2019. Navigating Non-Tariff Measures towards Sustainable Development.

<sup>27</sup> Groupe international d'experts sur les ressources, Perspectives des ressources mondiales 2019 : des ressources naturelles pour l'avenir que nous voulons (Paris, 2019). « Bâtir des sociétés résilientes après la pandémie de Covid-19 », fiche d'information. Disponible sur le site <https://resourcepanel.org/reports/building-resilient-societies-after-covid-19-pandemic>.

<sup>28</sup> Voir PNUE, Catalysing Science-based Policy action on Sustainable Consumption and Production: The value-chain approach and its application to food, construction and textiles (Nairobi, 2021).

approche conduit les décideurs, le secteur privé, le monde universitaire, les consommateurs et les citoyens vers un objectif commun, et sous-tend des partenariats pertinents pour transformer les modes de consommation et de production actuels et favoriser la durabilité et la circularité. Elle peut être appliquée à de multiples secteurs et s'est révélée efficace dans la conduite d'une action coordonnée à travers la chaîne de valeur des plastiques pour lutter contre la pollution associée aux plastiques et aux déchets plastiques<sup>29</sup>.

35. Les solutions numériques et autres applications de données fournissent les outils nécessaires pour améliorer l'efficacité des opérations et des ressources, réduire la production de déchets et créer un modèle global durable de consommation et de production. Les nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle et la chaîne de blocs peuvent aider les décideurs dans leurs tâches administratives et ouvrir de nouvelles voies pouvant bénéficier à la société dans son ensemble<sup>30</sup>. En tant que tendance récente dans les municipalités, la technologie de la chaîne de blocs peut permettre de répartir certains aspects de la gestion des villes entre les parties prenantes, en décentralisant la gouvernance et en rendant possible la gestion de transactions complexes par plusieurs parties dans des domaines tels que la production, la distribution et la consommation d'électricité.

36. Le soutien aux petites et moyennes entreprises, en particulier dans les pays en développement, devrait également être une priorité, tout en réorientant les flux d'investissement pour passer à des modes de consommation et de production durables. Les petites et moyennes entreprises sont surreprésentées dans les secteurs les plus touchés par la crise, notamment dans le commerce de gros et de détail, le transport aérien, l'hébergement et la restauration, l'immobilier, les services professionnels et les autres services personnels. Dans le même temps, elles joueront un rôle crucial dans le passage à des modes de consommation et de production plus durables dans le cadre de la reprise économique, et en seront les principaux bénéficiaires. La plupart des entreprises dans le monde sont des petites et moyennes entreprises, qui génèrent 7 emplois formels sur 10. Étant donné leur fort ancrage dans les communautés locales, ces entreprises peuvent être des agents influents du changement et de l'innovation.

37. Il est possible de favoriser la création d'emplois grâce à des systèmes de transport durables. Une analyse conjointe de la CEE et de l'OIT<sup>31</sup> a été réalisée pour examiner les conséquences sur l'emploi d'un scénario de « transports écologiques » dans 56 pays et régions du monde. Quelque 10 millions d'emplois supplémentaires pourraient être créés dans le monde si 50 % de tous les véhicules fabriqués étaient électriques. L'effet net positif global sur l'emploi implique des redéploiements de grande ampleur, les emplois se déplaçant de la fabrication de véhicules à moteur et de l'industrie pétrolière vers le secteur des services, les batteries et les équipements électriques et le secteur des transports propres.

38. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont essentielles pour parvenir à une consommation et une production durables. Des données empiriques récentes révèlent que les progrès en matière d'égalité au sein des ménages et d'autonomisation des femmes, grâce à l'éducation et à un meilleur accès et contrôle des ressources financières et autres ressources importantes, peuvent permettre aux femmes et aux filles de passer à des modes de consommation et de production plus durables, notamment en adoptant des technologies de cuisson plus propres et en réduisant leur utilisation de combustibles fossiles solides. En outre, les femmes jouent déjà un rôle important dans la transition vers une économie verte et peuvent favoriser

<sup>29</sup> PNUE, Addressing Marine Plastic: a Systemic Approach - Recommendations for Action (2019).

<sup>30</sup> Étude des Nations Unies sur l'administration en ligne 2020.

<sup>31</sup> CEE/OIT, Jobs in Green and Healthy Transport: Making the Green Shift (Genève, 2020).

des comportements de consommation et de production responsables, ainsi que l'émergence d'une culture de la circularité à plusieurs niveaux.

### C. Renforcement de l'interface science-politique

39. La science et la technologie sont essentielles à la réponse collective de l'humanité aux défis du développement durable, notamment la pandémie de COVID-19. La pandémie, bien qu'elle soit une tragédie humaine, est également l'occasion de prendre conscience des lacunes plus profondes des systèmes consultatifs en matière scientifique et politique et d'y remédier ainsi que de l'interface de ces systèmes avec la société à tous les niveaux. Une grande partie des mesures nécessaires devront venir des pays eux-mêmes, mais la coopération internationale, soutenue par le système des Nations Unies, peut faciliter les progrès dans tous ces domaines. De nombreuses initiatives de ce type sont en place mais doivent être développées.

40. L'Organisation des Nations Unies a consacré des efforts et des ressources considérables au renforcement de l'écosystème de la science, de la technologie et de l'innovation pour le développement durable au sens large, notamment en développant les capacités, afin de faire progresser les objectifs de développement durable. Dans ce contexte, le Département des affaires économiques et sociales (DESA) a rassemblé des centaines d'experts et de parties prenantes et a synthétisé un large éventail de recherches, de notes d'orientation scientifique et politique, de publications et d'évaluations des Nations Unies. Le Département a organisé le sixième forum annuel multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service des objectifs de développement durable les 4 et 5 mai 2021, sur le thème « Science, technologie et innovation pour une reprise post-COVID-19 durable et résiliente et mesures inclusives et efficaces aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable ». Les participants au forum ont examiné les enseignements qui pouvaient être tirés de la pandémie de COVID-19 pour resserrer les liens entre science, politique et société, favoriser une reprise résiliente et trouver des solutions rapides aux problèmes mondiaux. Ils ont recensé les solutions scientifiques, technologiques et d'innovation permettant de « reconstruire en mieux » et d'accélérer les progrès vers les objectifs de développement durable ainsi que de garantir l'inclusion et l'innovation.

41. L'élaboration et la mise en œuvre de cadres scientifiques multidisciplinaires sont essentiels à l'acquisition des connaissances nécessaires pour parvenir à un développement inclusif et écologiquement durable. Dans cette optique, l'UNESCO soumettra à sa prochaine conférence générale un projet de recommandation sur la science ouverte. L'objectif est de mettre en place un cadre international pour les politiques et les pratiques dans ces domaines qui prennent en compte les différences régionales de perspectives, notamment les problèmes particuliers rencontrés par les scientifiques et des autres acteurs de la science ouverte dans les pays en développement.

42. Le déploiement stratégique de la science, de la technologie et de l'innovation est également un facteur habilitant central et important de la transformation des systèmes agroalimentaires et sert de catalyseur à un développement rural inclusif, résilient et durable. Les biotechnologies, les technologies numériques et les autres innovations technologiques peuvent favoriser le passage d'une chaîne alimentaire linéaire à des modèles circulaires qui intègrent des approches systémiques holistiques pour assurer la durabilité à long terme. Dans ce contexte, la FAO a lancé en 2018

l'initiative AgrIntel avec l'Union européenne pour soutenir les efforts visant à attirer les investissements privés dans les petites et moyennes entreprises<sup>32</sup>.

43. Au niveau régional, la CEA indique qu'en moyenne, les pays africains consacrent actuellement environ 0,42 % de leur PIB à la recherche-développement, ce qui est très inférieur à l'objectif de 1 % du PIB fixé par l'Union africaine. Outre la nécessité d'investir massivement dans ce domaine, les gouvernements africains doivent renforcer leurs politiques nationales en matière de science, de technologie et d'innovation afin d'accélérer l'adoption de modes de consommation et de production durables, notamment en favorisant la mise en œuvre de la Stratégie 2024 pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique. Les partenariats Nord-Sud et Sud-Sud en matière de recherche-développement, d'innovation et d'élaboration de politiques peuvent également compléter les efforts nationaux et régionaux.

44. La région arabe est confrontée au problème de la rupture évidente du cycle entre la science et la politique. Pour relever ces défis, l'Initiative régionale pour l'évaluation des impacts des changements climatiques sur les ressources en eau et la vulnérabilité socioéconomique dans la région arabe<sup>33</sup> permet de mettre à disposition les connaissances scientifiques (projections de l'évolution du climat) requises pour alimenter le processus de prise de décision dans les domaines liés à la consommation et à la production durables, y compris l'incidence des changements climatiques sur les ressources naturelles (disponibilité de l'eau et productivité des sols/agricoles).

45. Pour traduire les priorités de la consommation et de la production durables en politiques et en actions, il est essentiel de disposer d'éléments de preuve et d'analyses solides sur l'utilisation des ressources. À cette fin, la CESAP collabore avec le secrétariat de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et les États membres pour créer le Groupe d'experts sur les ressources de l'ASEAN sur le modèle du Groupe international d'experts sur les ressources. Le Groupe d'experts sur les ressources de l'ASEAN devrait réunir des experts internationaux, régionaux et nationaux et des représentants des gouvernements qui s'emploieraient à faire progresser la coopération et l'action en faveur de la gestion durable des ressources (cible 12.2 de l'objectif de développement durable) dans le contexte des États membres de l'ASEAN.

46. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le développement de l'économie circulaire nécessite un changement dans les politiques publiques, les réglementations, les systèmes de gestion, les finances publiques, les investissements, les systèmes de financement et les capacités, à toutes les étapes, y compris la production, la consommation et l'élimination finale des déchets.

47. L'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú) (CEPALC, 2018), premier traité sur l'environnement dans la région entré en vigueur le 22 avril 2021, favorise le renforcement de l'interface entre science, politique et citoyenneté. Certaines des dispositions de cet accord novateur en Amérique latine et dans les Caraïbes visent à garantir que les consommateurs et les utilisateurs disposent d'informations officielles, pertinentes et claires sur les qualités environnementales des biens et des services et leurs effets sur la santé, en favorisant les modes de production et de consommation durables et en encourageant les entreprises à élaborer des rapports de durabilité qui reflètent leurs performances sociales et environnementales.

<sup>32</sup> <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1164357/icode/>.

<sup>33</sup> ([www.riccar.org/](http://www.riccar.org/)).

## D. Financement du développement

48. Avant la pandémie, les besoins de financement annuels non satisfaits pour les objectifs de développement durable s'élevaient à 2 500 milliards de dollars – aujourd'hui, ces besoins sont passés à 3 500 milliards de dollars<sup>34</sup>. Si l'on ajoute les besoins de financement annuels de l'Accord de Paris, estimés entre 1 600 et 3 800 milliards de dollars, les besoins de financement du développement se chiffrent à environ 6 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2050<sup>35</sup>. La COVID-19 a considérablement ralenti les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable et compromis tous les aspects du financement du développement. Des interventions budgétaires et monétaires sans précédent – 16 000 milliards de dollars sous la forme de mesures de relance budgétaire et de mesures d'urgence prises par les banques centrales – ont amorti l'impact socioéconomique de la pandémie. L'économie mondiale a connu la pire récession depuis quatre-vingt-dix ans, les couches les plus vulnérables des sociétés étant touchées de manière disproportionnée. La croissance du PIB par habitant a diminué dans toutes les régions ; près d'un tiers des pays en développement ont subi des pertes de revenu par habitant qui annulent une décennie ou plus de gains, ces pertes étant les plus élevées en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes.

49. Dans son rapport sur le financement du développement, 2021, le Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement met en garde contre le risque que la COVID-19 ne conduise à une décennie perdue pour le développement. Ce rapport met en avant la possibilité d'un creusement marqué des écarts entre riches et pauvres à court terme. Les risques à court terme sont aggravés par des risques systémiques croissants tels que les changements climatiques, qui menacent de faire dérailler davantage les progrès. Pour éviter ce scénario, le rapport recommande des actions immédiates et propose des solutions pour mobiliser les investissements sociaux et les investissements dans les infrastructures afin de reconstruire en mieux. Il propose également des réformes de l'architecture financière et politique mondiale afin de s'assurer qu'elle favorise une reprise durable et résiliente et qu'elle est alignée sur le Programme 2030. Les répercussions de la COVID-19 et les risques systémiques, tels que les changements climatiques, montrent clairement l'importance de la gestion des risques pour le développement durable à l'échelle nationale ainsi que pour les moyens de mise en œuvre. La coopération au développement devrait aider les pays en développement à renforcer leurs capacités aux niveaux national et local pour gérer et réduire ces risques<sup>36</sup>.

50. Le renforcement des politiques et de l'administration fiscales des États Membres joue un rôle essentiel dans l'amélioration de la mobilisation des ressources nationales pour le développement durable. Il convient d'accorder une attention particulière à des questions telles que les impôts de solidarité (par exemple, les impôts exceptionnels et autres impôts sur les grandes fortunes dans le contexte des mesures de réponse à la pandémie et de redressement postérieur à la crise), l'imposition de l'économie numérique, la taxe carbone et d'autres taxes environnementales et l'amélioration des systèmes de données fiscales. À cet égard, il est urgent de mener de façon intégrée les travaux de fond et de renforcement des capacités sur l'entraide fiscale, qui permet de répondre de façon coordonnée et efficace – aux niveaux international et régional – aux besoins des pays, en particulier les pays les moins

<sup>34</sup> Voir [www.oecd.org/development/global-outlook-on-financing-for-sustainable-development-2021-e3c30a9a-en.htm](http://www.oecd.org/development/global-outlook-on-financing-for-sustainable-development-2021-e3c30a9a-en.htm).

<sup>35</sup> Voir [www.ccacoalition.org/en/news/bridging-gap-climate-finance-untapped-potential-investing-short-lived-climate-pollutant](http://www.ccacoalition.org/en/news/bridging-gap-climate-finance-untapped-potential-investing-short-lived-climate-pollutant).

<sup>36</sup> Voir E/2021/70.

avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement<sup>37</sup>.

51. Le système de développement des Nations Unies joue également un rôle clef dans le financement du développement. Au cours de la dernière décennie, l'OIT a collaboré avec le secteur financier pour encourager l'établissement et la mise en œuvre de systèmes de gestion de la durabilité dans les institutions financières qui permettent aux gestionnaires d'orienter délibérément les capitaux vers la consommation et la production durables dans les différents secteurs de l'économie. En outre, l'OIT a collaboré étroitement avec le PNUE et une coalition d'autres parties prenantes pour élaborer les Principes internationaux de bonnes pratiques pour des infrastructures durables, publiés par le PNUE en 2021. L'Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier, qui vise à mobiliser des financements du secteur privé pour le développement durable, a œuvré de concert avec plus de 400 membres pour contribuer à mettre le secteur financier au service des individus et de la planète tout en générant des incidences positives.

52. Au niveau régional, une série de mesures ont été mises en place, telles que la Facilité de liquidité et de durabilité, récemment lancée par la CEA en tant qu'instrument de gestion de la dette et de viabilité budgétaire, qui vise à réduire les coûts d'emprunt des gouvernements en augmentant la demande de leurs obligations souveraines. Cet objectif sera atteint en permettant aux détenteurs d'obligations souveraines existants de déposer ces instruments en garantie de prêts à faible taux d'intérêt financés en partie par une nouvelle émission de droits de tirage spéciaux (DTS). Les ressources mobilisées au travers de tels accords de rachat seront ensuite utilisées pour financer des investissements dans les emprunts de marchés émergents. Un tel mécanisme peut également être utilisé pour renforcer les capacités institutionnelles et humaines nécessaires à l'intensification des échanges de créances et des émissions d'obligations vertes et bleues, qui sont des instruments importants pour accroître, au niveau national et à d'autres niveaux, les retours sur investissement et refinancer le développement, y compris les objectifs de développement durable. La région Asie-Pacifique est en train de devenir un marché mondial majeur pour les obligations vertes, dont le montant cumulé émis par les pays de la région aux niveaux national et international s'est chiffré à 217 milliards de dollars entre 2015 et 2020<sup>38</sup>. Toutefois, malgré l'émergence des obligations vertes dans la région, les pays ayant des besoins particuliers sont toujours confrontés à des problèmes grandissants pour lever des fonds sur les marchés des capitaux d'emprunt, tels que des notations de crédit faibles, des lacunes en termes de capacités et des marchés de capitaux locaux sous-développés.

## E. Partenariats

53. La pandémie mondiale de COVID-19 a encore mis en évidence l'importance cruciale des partenariats dans la mobilisation d'actions concertées dans des domaines transversaux clefs et la nécessité urgente de trouver de nouveaux moyens pour que tous les acteurs travaillent ensemble. Les partenariats multipartites sont considérés comme des mécanismes puissants pour réaliser cette transformation intersectorielle et synergique, car ils peuvent rassembler toute une série d'acteurs différents dans tous

<sup>37</sup> Observations du Secrétaire général au forum 2021 du Conseil économique et social sur le financement du développement, 12 avril 2021.

<sup>38</sup> Rapport de la CESAP sur le financement du développement 2021 (à paraître).

les secteurs et permettre une utilisation optimale des ressources, notamment grâce à la technologie numérique.

54. Un grand nombre de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, de partenaires du secteur privé, d'entités des Nations Unies et d'organismes de coopération internationale se sont réunis, pour constituer de multiples partenariats, coalitions et coopération Sud-Sud, contribuant à la transition vers une consommation et une production durables. L'initiative intitulée Perspectives mondiales pour la réalisation des objectifs de développement durable, par exemple, contribue à l'accélération de la réalisation de l'objectif 12 et réunit des partenaires stratégiques tels que le PNUD, l'OIT, la Confédération syndicale internationale, Solidarité pour l'égalité, l'écologie et le développement (SEED) et le Forum économique mondial. Depuis 2012, le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables et son réseau One Planet ont joué un rôle essentiel pour renforcer la coopération multilatérale et multipartite sur la consommation et la production durables aux niveaux international et national.

55. L'Organisation des Nations Unies continuent de promouvoir des partenariats multipartites efficaces. À cette fin, le DESA a organisé le forum des partenariats 2021 du Conseil économique et social, qui s'est tenu en mai 2021 sous le thème « Les partenariats peuvent changer le jeu pour une reprise durable après la COVID-19 ». Lors de ce forum, des exemples concrets de partenariats multipartites ont été présentés et des premières idées sur les rôles stratégiques de ces partenariats et les formes qu'ils pourraient revêtir dans le contexte du développement postpandémique ont été examinés. En outre, l'Accélérateur de partenariats du Programme 2030, une initiative du DAES et de l'Initiative de partenariat, menée en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, le Pacte mondial des Nations Unies et le Bureau de la coordination des activités de développement, contribuent actuellement à l'efficacité des partenariats dans plusieurs pays, en collaborant étroitement avec les coordonnateurs/coordonnatrices résident(e)s des Nations Unies aux Maldives, à Maurice, au Mexique, au Samoa, aux Seychelles et à Sri Lanka. Des efforts sont également en cours pour améliorer l'efficacité des partenariats dans la région des Caraïbes, grâce à une collaboration avec le siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes et l'Agence de santé publique des Caraïbes.

56. L'Union européenne, le PNUE et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel soutiennent l'Alliance mondiale pour une économie circulaire et une utilisation efficace des ressources qui œuvre en faveur de la généralisation des modes de consommation et de production durables. En 2020, le PNUE et l'OIT ont soutenu l'élaboration et le lancement du programme d'action de la Plateforme pour l'accélération de l'économie circulaire<sup>39</sup>, qui vise à inciter les entreprises, les gouvernements, les chercheurs, les consommateurs et la société civile à travailler ensemble pour accélérer la transition vers une économie circulaire. Le programme d'action est composé de cinq publications, sur les plastiques, les textiles, l'électronique, l'alimentation et les biens d'équipement, et lance également un appel clair à agir pour intégrer et faire progresser le travail décent dans la transition vers une économie circulaire. Dans le sillage de la crise provoquée par la COVID-19, la Plateforme a réalisé une évaluation sur la base d'un scénario dans lequel les pouvoirs publics concentrent leurs investissements sur la reprise économique dans les énergies renouvelables, les rénovations aux fins de l'efficacité énergétique des bâtiments et les transports verts. Selon cette étude, la réalisation de dépenses vertes dans plus de 60 pays et régions du monde permettrait de créer quelque 20,5 millions d'emplois nets supplémentaires d'ici à 2030. Ce chiffre est à comparer aux quelque 3 millions d'emplois supplémentaires d'un scénario conventionnel de même ampleur, qui

<sup>39</sup> <https://pacecircular.org/action-agenda>.

stimule la croissance dans tous les secteurs de façon inchangée, grâce à une réduction de la taxe sur la valeur ajoutée.

57. Au niveau régional, la nouvelle zone de libre-échange continentale africaine devrait favoriser la production et la consommation durables dans la région et offrir aux pays l'occasion de coopérer et de renforcer leurs cadres nationaux dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation pour accélérer l'adoption de modes de production et de consommation durables et promouvoir la mise en œuvre de la Stratégie 2024 pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique. Plusieurs initiatives et partenariats ont été élaborés pour accélérer le développement économique vert de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Par exemple, l'Observatoire de la COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes suit les politiques publiques que les 33 pays de la région mettent en œuvre pour limiter l'impact de la pandémie et propose des analyses des impacts économiques et sociaux que ces politiques auront aux niveaux national et sectoriel<sup>40</sup>.

### III. Conclusions

58. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les faiblesses des modèles de développement actuels, aggravant les faiblesses existantes du fait du bouleversement sans précédent des sociétés, des économies et des chaînes de valeur essentielles dans toutes les parties du monde. Les modes actuels de consommation et de production non durables sont la principale cause sous-jacente de l'augmentation rapide des émissions de gaz à effet de serre et d'autres formes de dégradation et de pollution de l'environnement, qui compromettent les perspectives de développement et menacent le bien-être humain.

59. Pour changer la donne, il faut transformer nos économies, en changeant la manière dont nous produisons, traitons, utilisons et gérons les ressources naturelles, en adoptant une approche de la chaîne de valeur dans nos systèmes socioéconomiques et en concevant et mettant en œuvre différemment nos politiques budgétaires et économiques nationales. Une vision systémique du changement et un engagement sans précédent de la communauté internationale sont requis pour opérer cette transformation et favoriser une reprise résiliente, inclusive et équitable au sortir de la pandémie, qui assure le bien-être humain et préserve le milieu naturel. Le nouveau Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables pourrait continuer à soutenir ces efforts au-delà de 2022 et servir de base à une stratégie encore plus large et plus inclusive pour intensifier et accélérer les actions en faveur du passage à des modes de consommation et de production durables.

60. Bien que de solides fondations aient été posées pour l'action transformatrice que doit engager la communauté internationale pour passer à des modes de consommation et de production durables et à une économie circulaire, le renforcement de la collaboration, de la cohérence et de la complémentarité entre les partenariats et plateformes existants, afin d'intensifier plus rapidement ces transitions vitales pour la santé humaine, la prospérité et la planète, reste un défi. En outre, si plusieurs politiques et actions spécifiques ont été introduites et nombre d'investissements réalisés pour améliorer l'efficacité des ressources et accélérer la transition vers des modes de consommation et de production plus durables, l'adoption de ces mesures n'a pas été généralisée.

61. En outre, la majorité des interventions politiques consistent en des plans sectoriels ou indépendants en faveur de la consommation et de la production durables,

<sup>40</sup> <https://www.cepal.org/en/topics/covid-19>.

ce qui empêche de passer outre les cloisonnements et d'harmoniser les politiques et les réglementations existantes. La création de synergies entre les politiques publiques, les stratégies des entreprises du secteur privé ou public et les initiatives sociales et locales doivent être au cœur de tout changement en faveur d'un développement à même de susciter les mutations structurelles progressives indispensables pour transformer les modes de consommation et de production actuels. Dans cette optique, il est urgent de combiner la réforme des politiques, la réorientation des investissements et le large déploiement de technologies et de modèles commerciaux propres et efficaces en termes de ressources, ainsi qu'un choix plus éclairé et responsable des consommateurs, afin que cette transformation puisse atteindre l'échelle et la vitesse requises par le Programme 2030.

62. La réponse à la pandémie de COVID-19 et la reprise qui suivra offrent une occasion unique d'encourager le passage à une consommation et une production plus durables grâce à des politiques cohérentes et intégrées qui favorisent des solutions innovantes et des comportements de consommation durables. Il ne faut pas laisser passer cette chance de reconstruire en mieux.

---